



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

**INSTITUT
DE RECHERCHES
ECONOMIQUES**

**SERVICE DE
CONJONCTURE**

ANALYSE

décembre 1987

Fiche analytique n° 9 :

BELGIQUE : FINANCES PUBLIQUES - ZONES D'OMBRE ET INCERTITUDES

Au cours des huit premiers mois de 1987, les dépenses courantes de l'Etat central ont régressé moins vite (- 1,8 %) que ce que laissait entrevoir (-3,0 % à - 3,5 %) l'application pleine et entière des mesures décidées à Val-Duchesse (voir tableau 9.1).

Tableau 9.1 Evolution des dépenses de l'Etat
1986 - 1987, huit mois, en milliards de Fb et %

	1986	1987	%
Dépenses courantes	1323,5	1299,6	- 1,8
- année passée	13,0	26,6	+ 104,6
- année en cours	1227,0	1044,7	- 6,7
- fonds	83,4	128,3	+ 53,8
Dépenses en capital	122,6	110,9	- 9,5
- année passée	9,1	9,6	+ 5,5
- année en cours	97,0	90,8	- 6,4
- fonds	16,5	10,5	- 36,4
Total des dépenses	1446,1	1410,5	- 2,5

Source : Trésorerie
Calculs : IRES

Deux raisons principales expliquent, partiellement, cet état de choses :

- 13,6 milliards de factures de l'année précédente en plus en 1987 par rapport à 1986;
- une croissance importante (+ 53,8 %) des dépenses des fonds, expliquée en partie seulement par un versement d'arriérés aux Régions et Communautés pour un montant d'environ 30 milliards. On notera que, déduction faite de ces arriérés, la croissance de ce poste des dépenses courantes est encore proche de 20 %, ce qui constitue un gonflement significatif.

En outre, si les dépenses en capital évoluent comme prévu, on ne peut exclure, sur base des informations disponibles à ce jour, ni un dépassement des dépenses courantes dans certains secteurs (notamment, comme l'IRES

l'avait annoncé, pour les allocations de chômage), ni une accumulation de factures impayées (on ne peut dire à ce jour si celles-ci représenteront un montant plus ou moins important qu'en 1986).

Enfin, les recettes globales auront augmenté de 2,3 % et les versements d'arriérés aux Régions et Communautés devraient se traduire, en partie, par une amélioration de leur solde net à financer. Dans ces conditions, le solde net à financer consolidé, en ce compris les opérations de trésorerie, devrait se monter en 1987 à environ 435 milliards (tableau 9.2).

Tableau 9.2 Belgique : finances publiques - grands agrégats
en milliards de BEF - Pouvoir central

	1986	1987	1988
Opérations courantes			
Recettes	1413,1	1446	1480
Dépenses	1768,7	1730	1740
Solde	- 355,6	- 284	- 260
Opérations en capital			
Recettes	4,2	4	4 ³
Dépenses	195,5	175	170
Solde	- 191,3	- 171	- 166
Solde budgétaire (en % du PNB)	- 546,9	- 455	- 426
Autres opérations¹	- 8,6	+ 20	+ 5
Solde net à financer global (en % du PNB)	- 555,5 10,8	- 435 8,2	- 421 7,7
Besoins nets de financement² (en % du PNB)	- 561,5 10,9	- 468 8,8	- 451 8,2

Source : Ministère des finances

Estimations et prévisions : IRES

¹ Opérations de trésorerie et solde net à financer des Régions et Communautés

² Y compris les capitalisations d'intérêts

³ Hors cession éventuelle d'actifs.

Les mouvements exceptionnels dont mention ci-dessus doivent bien sûr être isolés dans tout exercice de prévision. En supposant que l'exécution du budget de 1988 reprenne in fine, sous une forme quelconque, les mesures proposées à ce jour, les dépenses courantes se monteraient en 1988 à 1740 milliards, hors report exceptionnel. Quant aux recettes, elles bénéficieront certes du gonflement du PNB nominal, mais la croissance des droits d'enregistrement et des droits d'accises ne se répètera pas. Enfin, nous n'avons pas tenu compte ici des éventuelles cessions d'actifs publics.

IRES - Service de conjoncture,
Louvain-la-Neuve, le 14 décembre 1987